



Exco
Fiduciaire du Sud-Ouest

Agence de Tarbes
Résidence Le Neuilly
24 rue Georges Magnoac
65000 Tarbes
Tél : 05 62 93 47 90

**HAUTES PYRENEES TOURISME
ENVIRONNEMENT**

11 RUE GASTON MANENT
65000 TARBES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 26 SEPTEMBRE 2023
**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31.12.2022**



Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Hautes Pyrénées Tourisme Environnement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé au dernier paragraphe de l'annexe des comptes annuels concernant l'audit d'éligibilité des dépenses exposées dans le cadre du projet Pyrénées Trip pour lequel des subventions Feder ont été attribuées au titres des années 2016 à 2018.

Nous précisons qu'un nouvel audit a été confié à un auditeur différent sur ce même sujet. Cet audit est en cours de réalisation.

Fondement de l'opinion

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période débutant le 1^{er} juillet 2022, jusqu'à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 823-9 et R 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Direction.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Tarbes, le 8 septembre 2023

Le Commissaire aux Comptes,
EXCO FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST


Jean Claude MARCOU
COMMISSAIRE AUX COMPTES ASSOCIE



Annexe au rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



ETATS FINANCIERS AU 31.12.2022

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	157 701	153 429	4 272	8 150	- 3 878
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours	41 280		41 280	28 560	12 720
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	207 435	179 459	27 976	44 745	- 16 769
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	1 524		1 524	1 524	
TOTAL (I)	407 941	332 888	75 052	82 979	- 7 927
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	269		269	4 141	- 3 872
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	125 710	400	125 310	29 095	96 215
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	49 496		49 496	63 671	- 14 175
Valeurs mobilières de placement	360 757		360 757	360 757	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	4 817 675		4 817 675	4 465 248	352 427
Charges constatées d'avance	71 168		71 168	40 789	30 379
TOTAL (II)	5 425 076	400	5 424 676	4 963 701	460 975
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	5 833 016	333 288	5 499 728	5 046 680	453 048



Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	68 601	68 601	
. Fonds propres complémentaires	7 879	7 879	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	1 074 127	1 030 198	43 929
. Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	399 817	43 929	355 888
Situation nette (sous total)	1 550 424	1 150 607	399 817
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	1 550 424	1 150 607	399 817
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	361 507	502 322	- 140 815
TOTAL (III)	361 507	502 322	- 140 815
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	745 833	732 582	13 251
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	244 601	235 340	9 261
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 597 363	2 425 829	171 534
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	3 587 797	3 393 751	194 046
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	5 499 728	5 046 680	453 048
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			



Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	5 783	5 142	641	12,47
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	80	70	10	14,29
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	606 530	328 492	278 038	84,64
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	2 981 713	3 023 667	- 41 954	-1,39
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	140 815	55 115	85 700	155,49
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	180	490	- 310	-63,27
Total des produits d'exploitation (I)	3 735 102	3 412 975	322 127	9,44
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	1 981 568	2 018 850	- 37 282	-1,85
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	75 811	81 104	- 5 293	-6,53
Salaires et traitements	838 749	789 048	49 701	6,30
Charges sociales	353 976	324 976	29 000	8,92
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	26 156	26 287	- 131	-0,50
Dotations aux provisions		48 631	- 48 631	-100
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	53 131	68 220	- 15 089	-22,12
Total des charges d'exploitation (II)	3 329 390	3 357 116	- 27 726	-0,83
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	405 712	55 858	349 854	626,33
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	8 598	1 863	6 735	361,51
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	0	0		
Total des produits financiers (III)	8 598	1 863	6 735	361,51
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	16		3	23,08
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				



	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	16	13	3	23,08
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	8 582	1 850	6 732	363,89
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	414 294	57 708	356 586	617,91
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	1 286	241	1 045	433,61
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	1 286	241	1 045	433,61
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	9 017	1 962	7 055	359,58
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	9 017	1 962	7 055	359,58
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-7 731	-1 721	- 6 010	349,22
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	6 746	12 058	- 5 312	-44,05
Total des produits (I + III + IV)	3 744 986	3 415 079	329 907	9,66
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 345 169	3 371 149	- 25 980	-0,77
EXCEDENT OU DEFICIT	399 817	43 929	355 888	810,14
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				



Annexes 2023

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 5 499 728,06 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 399 817,13 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 01/09/2023 par le dirigeant.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

L'association HAUTES-PYRENEES TOURISME ENVIRONNEMENT présente deux secteurs distincts d'activités :

- un secteur d'activité associatif non fiscalisé,

- un secteur d'activité fiscalisé se soldant, pour l'exercice 2022, par un résultat comptable de 54 593E et un résultat fiscal bénéficiaire de 31 216E.

- La subvention de fonctionnement attribuée pour 2022 par le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées pour 2 821 052 E est enregistrée en produit en "subvention départementale" (compte 740300).

Outre la subvention de fonctionnement, le conseil général met également à disposition gratuite de l'association les locaux situés 11 rue Gaston Manent à TARBES (65000) pour une valeur de 81 044E (compte 740302).

Le conseil général met également à disposition du personnel pour une valeur de 63 616E (compte 740301).

Le Conseil Départemental fournit également gratuitement à l'association un parc informatique (unités centrales, 1 salle d'hébergement serveur ainsi que l'accès téléphonique, la messagerie internet intranet et la pointeuse) et les logiciels (licences windows, office et anti-virus).

Le Conseil départemental octroie également diverses subventions en nature (compte 740302 et 740301) :

- Maintenance et entretien technique des locaux : 3 986.06↵
- Assurance : 130.23↵
- Produits et matériels d'entretien : 10 195.55↵
- Assistance et dépannage informatique et téléphonique : 1 860↵
- Gestion de la mise à disposition de personnel : 1099.19↵
- Passation de marchés : 0↵

NOTES SUR LE BILAN ACTIF**Actif immobilisé**

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 407 941 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	186 261	12 720		198 981
Immobilisations corporelles	201 926	5 509		207 435
Immobilisations financières	1 524			1 524
TOTAL	389 712	18 229		407 941

Amortissements et provisions d'actif = 332 888 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	149 551	3 878		153 429
Immobilisations corporelles	157 181	22 278		179 459
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	306 733	26 156		332 888



Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Logiciel	1 134	1 066	68	3 ans
Logiciel prod	25 850	25 850	0	3 ans
Site internet	122 592	118 389	4 203	3 ans
Site internet boutique	8 125	8 125	0	3 ans
Materiel de transport	107 633	85 180	22 453	5 ans
Materiel de bureau et informatique	24 922	21 234	3 688	de 3 à 5 ans
Autres matériels	15 810	14 289	1 521	de 3 à 5 ans
Mat de bureau et informatique produ	3 149	3 149	0	de 3 à 5 ans
Mobilier	55 921	55 607	314	de 5 à 10 ans
Immob.incorp.en cours	41 280	0	41 280	Non amortiss.
TOTAL	406 416	332 888	73 528	

Etat des créances = 247 899 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	1 524		1 524
Actif circulant & charges d'avance	246 374	246 374	
TOTAL	247 899	246 374	1 524

Provisions pour dépréciation = 400 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	400				400
Comptes financiers					
TOTAL	400				400

Produits à recevoir par postes du bilan = 1 370 E

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	1 370
Disponibilités	
TOTAL	1 370

Charges constatées d'avance = 71 168 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Provisions = 361 507 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées					
Provisions pour risques &	502 322		140 815		361 507
TOTAL	502 322		140 815		361 507

Etat des dettes = 3 400 943 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	745 833	745 833		
Dettes fiscales & sociales	244 601	244 601		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	2 410 508	2 410 508		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	3 400 943	3 400 943		

Charges à payer par postes du bilan = 202 089 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	78 061
Dettes fiscales & sociales	112 719
Autres dettes	11 309
TOTAL	202 089

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 606 610 E

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Ventes de produits finis	80	0,01 %
Prestations de services	321 997	53,08 %
Produits des activités annexes	286 329	47,20 %
Rabais, remises & ristournes accord	-1 796	-0,30 %
TOTAL	606 610	100.00 %

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices = 6 746 E

Niveau de résultat	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	405 712	6 746	398 966
Résultat financier	8 582		8 582
Résultat exceptionnel	-7 731		-7 731
Participation des salariés			
TOTAL	406 564	6 746	399 817

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.
On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 1 370 E

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Produits a recevoir(46870000)	1 370
TOTAL	1 370

Charges constatées d'avance = 71 168 E

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatees d'avance(48600000)	264
Charges constatees d'avance product(48610000)	70 904
TOTAL	71 168

Charges à payer = 202 089 E

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseurs fact.non parv. product(40810000)	19 870
Fournisseurs - fnp(40811000)	58 191
TOTAL	78 061

Dettes fiscales et sociales	Montant
Provision congés payés(42820000)	76 553
Chges sociales s/congés payés(43820000)	30 514
Provision charges fiscales s/c.p.(44820000)	5 652
TOTAL	112 719

Autres dettes	Montant
Charges a payer(46860000)	11 309
TOTAL	11 309

Autres informations complémentaires

Répartition de la subvention globale de fonctionnement :

La répartition des subventions reçues, subvention globale de fonctionnement versée par le Conseil Général d'un montant de 2 821 052E pour les besoins d'opérations du secteur d'activité associatif et d'opérations du secteur d'activité fiscalisé est faite en fonction des besoins de financement des différentes opérations.

Le besoin de financement a été déterminé comme la différence entre le montant total des charges rattachées à chaque catégorie d'opérations et le montant total des produits provenant de ces opérations.

La part de la subvention affectée au secteur d'activité associatif est calculée comme suit :

Subvention perçue x (besoin de financement du secteur d'activité associatif/besoin de financement total)

Soit pour l'exercice :

$$2\,821\,052 \times (1\,982\,483 / 2\,557\,369) = 2\,186\,891 \text{ E}$$

En conséquence, la part attribuée au financement d'opérations du secteur fiscalisé est égal à :

$$2\,821\,052 - 2\,186\,891 = 634\,161 \text{ E}$$

Engagements de retraite

Conditions :

Condition de départ : Départ volontaire

Age estimé de la retraite : 62 ans

Méthode de calcul :

Droits proratisés temporis (progression 2%)

Rotation lente

Taux d'actualisation retenu 3.77% (il était de 0.98% à la précédente clôture)

Le taux d'actualisation retenu est conforme à l'IAS 19.

Le montant des indemnités de départ à la retraite s'élève à 261 016E à la clôture de l'exercice. Les charges sociales correspondantes sont estimées à 100 492E. Soit un montant global de 361 508E.

Rappel : Changement de méthode en 2017 :

Depuis le 1er janvier 2017, ces montants sont provisionnés dans les comptes sociaux.

Audit de certification des subventions POCTEFA reçues

Un Audit est en cours depuis 2020 sur le programme POCETA sur l'opération financée pour le projet PYRENEES TRIP qui a fait l'objet de versement de subventions sur les années 2017, 2018 et 2019.

Le dernier rapport reçu le 29 novembre 2022 fait état d'irrégularités pour un montant de dépenses directes à décortifier de 533079.02E, auxquelles il est ajouté la majoration de 13.58% pour frais de personnel et de 7.5% pour dépenses administratives. Il conclut à une évaluation du Feder à rembourser de 397 085.56E.

HPTE a produit dans sa réponse contradictoire l'ensemble de ces objections et revendique la prise en compte de l'intégralité des dépenses décortifiées par l'auditeur.